

Paris, le 19 septembre 2017

<p align="center"><b>Réponse à la consultation publique du 27 juillet 2017 n°2017-012 relative à la création d'une zone de marché unique du gaz en France au 1er novembre 2018</b></p>
--

Direct Energie remercie la CRE pour cette consultation qui donne l'opportunité aux différents acteurs d'exprimer leurs vues sur les problématiques liées de la fusion des zones nord / sud à horizon fin 2018. Direct Energie tient tout d'abord à signaler que le travail de concertation dans le groupe de travail « Place de Marché Unique » a été particulièrement fructueux et que la consultation présentée par la CRE reflète correctement les échanges qui y ont eu lieu.

Si Direct Energie est globalement favorable aux dispositions retenues par la CRE pour résorber les congestions résiduelles qui pourraient survenir suite à la fusion des zones, Direct Energie demande toutefois que la mise en œuvre d'un mécanisme de restrictions mutualisées donne lieu à une compensation financière pour les acteurs concernés.

Par ailleurs, Direct Energie est favorable à ce que les coûts de résorption soient supportés par le tarif, en ce qu'ils viennent se substituer à des investissements et car il n'est pas possible de distinguer les acteurs qui seraient précisément responsables des congestions et qu'il conviendrait donc d'inciter, de sorte à les réduire.

Enfin, il est important :

- que les actions des GRT en terme d'équilibrage ne viennent pas de substituer aux obligations pesant sur les fournisseurs en terme de continuité de fourniture,
- que tout recours par les GRT à des produits marchés (notionnel, locationnel, spread localisé, flow commitment) soit bien associé à un besoin (équilibrage ou congestion) et qu'en conséquence :
  - o les prix des écarts ne reflètent que les prix des interventions de GRT Gaz pour le besoin d'équilibrage et en aucun cas les prix des instruments utilisés pour des besoins de résorption de congestion,
  - o les charges et recettes de chaque besoin soient correctement imputées (dans le tarif ou le prix des écarts).

**Question n°1** : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?

La CRE propose

- que la Trading Region France fonctionne comme une zone entrée/sortie unique avec 2 zones d'équilibrage (GRTgaz et TIGF), où un point d'échange (PEG) unique concentrera les achats/ventes de gaz,
- que la liaison Nord/Sud continue à être commercialisée, selon le calendrier prévu, les capacités portant sur des échéances postérieures à la fusion N/S n'étant pas facturées,
- le maintien des contrats d'acheminement en place,
- la création d'un PITS unique regroupant les PITS Nord-Atlantique et Sud-Atlantique.

Direct Energie est favorable à ces propositions.

**Question n°2** : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?

Les modalités proposées de répartition des déséquilibres entre TIGF et GRTgaz sont identiques à celles mises en place pour la TRS. Direct Energie y est favorable, **à la condition que les prix d'équilibrage dans les deux zones (Nord et TRS) soient bien strictement identiques et ce, quels que soient les cas rencontrés et la typologie d'acteurs concernés.**

**Question n°3** : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?

Direct Energie tient tout d'abord à saluer les efforts de GRTGaz qui semble avoir enfin répondu à une demande exprimée depuis plusieurs années par Direct Energie quant à l'importance du taux de travaux des capacités de GRT Gaz vis-à-vis des autres opérateurs européens.

L'ensemble des mesures aussi bien contractuelles que techniques semblent porter leurs fruits et Direct Energie est largement favorable à toute mesure permettant de diminuer le taux de travaux des capacités notamment aux PIR, dans la mesure où ces capacités sont aujourd'hui structurellement non profitables au regard des prix de marché.

Direct Energie comprend que les travaux sur 2017 ont finalement augmenté de manière conjecturale mais que la tendance est plutôt à la baisse.

Néanmoins nous pensons qu'il est important :

1. de continuer à augmenter la disponibilité des capacités aux PIR, et ce afin de renforcer leur compétitivité, notamment
  - a. en adoptant une approche plus probabiliste des impacts sur le réseau,
  - b. en maximisant la disponibilité en annulant l'impact de certains travaux résorbables par des recours au marché (spread localisé),
2. d'augmenter la visibilité sur les programmes travaux, et notamment

- a. en publiant des informations plus précises (éviter les TRFmax à 100 et les TRFmin à 0%)
- b. en publiant des programmes travaux sur plusieurs années (notamment pour prendre en compte des impacts conjecturels liés à des gros projets).

Enfin, Direct Energie souhaiterait qu'un indicateur soit créé afin de comparer les taux d'indisponibilités des capacités des réseaux GRTgaz et TIGF par rapport aux autres GRT européens.

**Question n°4** : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?

Pour Direct Energie, il est extrêmement difficile de se positionner sur cette question dans la mesure où l'impact quantitatif sur la disponibilité des capacités n'a pas été donné par les GRT.

En absence d'éléments chiffrés sur les taux prévisionnels globaux et par points, et l'impact des différentes propositions, il convient de choisir la solution qui minimise au global les travaux sur les capacités d'import aux PIR et aux PITS.

**Question n°5** : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée a priori, les jours où les travaux ont un petit impact ?

Direct Energie est favorable à ce genre de mesure qui permettra de maximiser la disponibilité des capacités.

**Question n°6** : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?

D'un point de vue technique, Direct Energie n'a pas d'éléments permettant de juger du niveau d'importance des maintenances. Néanmoins, il faut avoir en tête que le seuil envisagé doit être mis en regard de la liquidité du marché de spread localisé qui n'a pas encore commencé, et dont il est difficile de prévoir la liquidité, qui dépendra fortement du design du produit et de la participation d'un maximum d'acteurs.

Direct Energie estime que c'est à GRTgaz de fixer lui-même ce seuil, qui pourra être plus élevé ou plus faible selon les congestions à lever. En tout état de cause un REX sera primordial à l'issue de la première saison de travaux (Summer 2019).

**Question n°7** : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?

Direct Energie n'a pas d'avis sur cette question, qui relève essentiellement de la compétence des GRT.

**Question n°8** : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?

Direct Energie regrette que le scénario de « référence » proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de résorption de congestion soit excessivement prudent : en effet prendre en considération un fonctionnement des CCGTs en été à plus de 60% est extrêmement conservateur dans la mesure où il est rare que, à cette saison, tout le parc CCGT soit disponible et de surcroît avec un fonctionnement en base. La CRE note elle-même que cette configuration est « *bien plus tendue que ce qui a été observé historiquement* ». **Ce scénario n'est donc pas pertinent.**

Il conviendrait de pondérer les résultats (10% d'occurrence) par une probabilité d'occurrence du scénario lui-même, que nous estimons à 20% d'occurrence, soit au global un risque d'occurrence global de 2% dans ce scénario dit « de référence ».

Toutefois, les mécanismes de levée de congestion proposés par les GRT et la CRE (spreads localisés notamment) restent les outils les plus adéquats, même dans ce scénario « de référence ».

**Question n°9** : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?

Comme son nom l'indique le scénario de flux extrême est réellement un crash test dont la probabilité d'occurrence est selon nous inférieure à 1%, ce qui nuance fortement les risques de congestion.

Il est à noter qu'aucune corrélation entre les différentes hypothèses n'a été utilisée (ce qui par ailleurs est plus difficile à appréhender). Or dans le cas où aucun gaz GNL n'arrive en France, on peut imaginer que le prix du gaz sera très élevé en zone TRF, ce qui mécaniquement aura tendance à limiter le fonctionnement des centrales à gaz, pour lesquelles un fonctionnement à 60% serait clairement improbable.

**Question n°10** : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?

Direct Energie ne comprend pas la problématique posée (comment les nouveaux ouvrages pourraient-ils augmenter les capacités d'injection de 50 TWh, soit près de 50% des obligations de stockage ??).

De manière générale, Direct Energie partage toutefois l'avis qu'il est du ressort des souscripteurs de stockage d'effectuer les arbitrages économiques pour privilégier ou non leur remplissage en été.

**Question n°11** : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?

Direct Energie est favorable à cette mesure.

**Question n°12** : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?

Direct Energie est favorable à cette mesure.

**Question n°13** : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles qu'elles sont proposés par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?

En tant que force de proposition sur le sujet du spread localisé, Direct Energie ne peut qu'être favorable à cette mesure et au mode de fonctionnement proposé par les GRTs.

Afin d'assurer un maximum de flexibilité aux GRTs et dans un objectif de maximisation du taux de succès de ce mécanisme, Direct Energie regrette par ailleurs que

- la réduction à 1h (au lieu de 2) des cycles de nomination stockage dans le cadre du projet de nomination unique au PITS ait été décalée (en plus du retard de plusieurs mois sur ce projet),
- les nominations effectuées par les expéditeurs ne soient pas prises en compte que 5 minutes au plus tard avant les heures pleines

**Question n°14** : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?

Direct Energie est également favorable à cette mesure qui permet aux expéditeurs disposant d'un dispatching 24/7 mais pas de traders en 24/7 de pouvoir néanmoins proposer leur flexibilité : cela permet aux GRTs de maximiser les offres reçues pour les premières heures de la Journée Gazière du lendemain.

Selon nous, il faudrait recevoir l'information avant 18h, car passée cette heure, beaucoup d'acteurs ont équilibré leur portefeuille et « figé » la programmation de leurs flexibilités.

Direct Energie rappelle que la fonctionnalité d'offrir des offres en MWh/h est primordiale pour pouvoir bidder en J-1, et est d'une façon générale, très intéressante car elle permet de ne pas à avoir à modifier le volume d'une offre au cours d'une journée (notion de puissance plutôt qu'en énergie).

**Question n°15** : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

En tant que force de proposition sur le sujet du spread localisé, Direct Energie ne peut qu'être favorable à cette mesure.

Les CCGTs sont déjà habituées à fonctionner selon un signal prix Electricité/Gaz/CO<sub>2</sub>, y compris en infra-journalier et il semble donc extrêmement intéressant qu'elles puissent offrir leur flexibilité, d'autant plus que plusieurs centrales sont situées en aval de la congestion NS3/NS4.

Direct Energie tient à rappeler que le contrat de flexibilité infra-journalière offre déjà un cadre contractuel pour que les GRTs reçoivent les programmes horaires.

Enfin de par le nombre de CCGTs (3 tranches de 400 MW en aval de NS4 et 10 tranches en amont de NS4) et leur consommation unitaire (de l'ordre de 800 MWh/h), les CCGTs représentent un gisement de flexibilité important.

**Question n°16** : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Direct Energie est favorable à cette étude, qui doit prendre la forme d'une analyse coûts/bénéfices, car contrairement au CCGT, peu de sites industriels sont familiers avec les effacements gaz et le cadre contractuels est inexistant, ce qui va renchérir le coût d'accès de cette source de flexibilité, qu'il faut néanmoins ne pas sous-estimer.

**Question n°17** : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Direct Energie partage l'avis de la CRE. Nous pensons que ce sont les expéditeurs qui ont contractualisé les stockages qui sont les plus à même à les optimiser et donc à proposer leurs flexibilités au meilleur prix. Si Storengy estime pouvoir proposer des flexibilités de son propre chef, nous pensons qu'ils peuvent le faire en vendant les capacités disponibles en J-1 aux expéditeurs.

Toutefois le projet d'ordonnance réformant la commercialisation des stockages prévoit que les opérateurs de stockage puissent être autorisés à les remplir eux-mêmes (article L421-6) en cas de souscriptions insuffisantes à l'issue des enchères. Dans cette configuration, Direct Energie ne voit pas d'inconvénient à qu'ils participent aux appels d'offre de spread localisé.

**Question n°18** : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?

Direct Energie comprend qu'un plafond technique soit nécessaire, par exemple pour éviter des erreurs opérationnelles. Direct Energie souhaite toutefois que celui-ci soit fixé suffisamment haut pour rendre le produit de spread localisé attractif pour les expéditeurs (en effet si ce plafond est atteint, la congestion sera résorbée par une restriction mutualisée qui sera potentiellement très pénalisante pour une majorité d'acteurs).

**Question n°19** : Etes-vous favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles ?

Comme déjà exprimé en réponse à la question 13, Direct Energie est extrêmement favorable à un recours par les GRTs au spreads localisés pour lever des congestions. De plus Direct Energie tient à rappeler deux avantages majeurs du spread localisé :

- c'est la solution naturelle à un problème de congestion et il permet d'objectiver par un prix (le spread) le coût de sa résorption,
- un tel mécanisme n'engendre aucun coût fixe pour les GRT, ce qui n'est pas le cas de mécanisme de réservation de flexibilité sur des pas de temps mensuels ou annuels (swaps stockage, flow commitment), ce qui est primordial dans la mesure où les études des GRT dans le scénario tendu dit « de référence » ont montré que l'occurrence de congestion est très faible.

Le spread localisé, même s'il peut être très cher, ne devrait donc pas être trop fréquent et donc au global peu coûteux pour la communauté. Les études des GTR montrent que dans tous les scénarios (y compris le scénario « crash test »), le spread localisé est clairement moins onéreux.

**Question n°20** : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations (swaps) avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?

Direct Energie est favorable aux swpas inter-opérateurs. Dans la mesure où ceux-ci sont a priori à coût nul et sans impact pour les expéditeurs, il est clairement important de les utiliser de façon prioritaire dans la mesure du possible.

**Question n°21** : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?

D'un point de vue économique, pour les détenteurs de capacités, les restrictions mutualisées sont potentiellement sources de dépréciation des capacités de transport et/ou de stockage souscrites. Dans un contexte de capacités fortement non profitables (notamment les PIR ou les PITS, pour des raisons différentes), apporter un élément venant encore grever un peu plus la valeur des portefeuilles des expéditeurs paraît peu pertinent.

D'un point de vue opérationnel, le recours à une restriction mutualisée va permettre aux GRTs de lever la congestion en déséquilibrant les expéditeurs, qui, pour éviter un risque de surcoût d'écarts, vont modifier leurs schémas d'approvisionnement. Concrètement, telle que la restriction mutualisée est proposée, elle permet de résorber un problème de dimensionnement du réseau (au premier ordre du ressort des GRT) en utilisant un levier, l'équilibrage, qui expose uniquement les expéditeurs. Cet effet de report n'a pas été envisagé ni par la CRE, ni par les GRT.

Par ailleurs, le projet de loi « mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement » propose de rendre obligatoire la mise à disposition par les expéditeurs des flexibilités dont ils disposent. Direct Energie souhaite donc que la CRE étudie les conséquences de ces

éventuelles nouvelles dispositions avant de considérer recourir à un dispositif du type « restrictions mutualisées ».

Si un tel dispositif était toutefois envisagé, il ne serait acceptable qu'à la condition que les charges/revenus des écarts du compte équilibrage, sur les journées où il y a eu restrictions mutualisées soient traités par le tarif (cf. plus bas). Par ailleurs, dans un souci d'équité économique, Direct Energie regrette qu'il n'y ait pas a minima une compensation égale au prix ATR des capacités effacées par les GRTs pour des problèmes de réseau.

Enfin, Direct Energie rappelle que le stock de sécurité doit être utilisé avant d'avoir recours au spread localisé ou à la restriction mutualisée, qui est bien le dernier recours avant délestage.

**Question n°22** : Considérez-vous, comme la CRE, que le swap stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?

Direct Energie partage l'avis de la CRE, et considère que le swap stockage ne doit pas être retenu et ce de façon définitive.

Selon Direct Energie, le swap stockage présente trop d'inconvénients :

- trop onéreux : une solution à 40 M€ pendant 20 ans revient à refaire un investissement d'un ordre de grandeur équivalent à celui qui a été fait pour Val de Saône + Gascogne Midi !
- non adapté : comme déjà rappelé à de nombreuses reprises, les risques de congestion sont très faibles dans un scénario d'hypothèse de référence lui-même très prudent. Une solution annuelle comme le swap stockage semble donc clairement surdimensionnée.
- désoptimisé : les shippers détenteurs de capacité de stockage peuvent fournir des offres a priori plus compétitives (meilleure optimisation face au marché des capacités) et en utilisant le recours au spread localisé qui permet d'offrir des volumes aux PITS.

**Question n°23** : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?

Direct Energie partage l'avis de la CRE. Le spread localisé est une solution plus efficace et moins complexe.

**Question n°24** : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?

Direct Energie partage complètement l'avis de la CRE. La conversion de capacités semble surdimensionnée, inefficace et impraticable (notamment dans le cas de capacités souscrites sur plusieurs années).



**Question n°25** : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?

La CRE propose les leviers suivant pour résorber les congestions :

	NS1	NS2	NS3	NS4
En cas de contrainte journalière	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Si possible, mise en œuvre de mécanismes inter-opérateurs notamment avec Fluxys</li> <li>2. Interruption des capacités interruptibles</li> <li>3. Non commercialisation des capacités fermes disponibles</li> <li>4. Spread localisé</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Interruption des capacités interruptibles</li> <li>2. Non commercialisation des capacités fermes disponibles</li> <li>3. Spread localisé</li> </ol>		
En cas d'échec des mécanismes susmentionnés	Restriction mutualisée			

Puis Plan d'urgence Gaz et Délestage.

Selon **Direct Energie**, il faudrait modifier cette priorisation en y ajoutant le recours au Stock de sécurité,

- avant le spread localisé et
- avant la restriction mutualisée, qui est le dernier recours avant des délestages.

Pour rappel, le stock de sécurité a été utilisé pendant l'hiver 2016-2017 pour résorber des congestions Sud-Est.

**Question n°26** : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?

Direct Energie est favorable à ce schéma d'alertes/actions mais souhaite apporter deux compléments :

1. Utilisation du stock de sécurité avant la restriction mutualisée (cf réponse à question 25)
2. Activation de spread localisé dès le J-1 : il semblerait intéressant que le GRT puisse, **dès le J-1**, lancer un appel d'offre de spread localisé, puis en sélectionner des offres, et notamment en cas d'alerte noire en J-1. Il ne nous paraît pas aberrant que le GRT intervienne dès le J-1, en cas de situation critique. Cela sera évidemment très contraignant pour les expéditeurs concernés car ils ne pourront plus modifier dans l'autre sens en cours de journée les flexibilités vendues, mais cela devrait a minima être autorisé, pour ne pas avoir à refaire de consultation sur ce sujet.

**Question n°27** : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT ?

En complément de ce qui est proposé et pour lequel Direct Energie est favorable, nous souhaiterions que soit intégré dans le programme travaux de chaque point à la fois :

- les indisponibilités liées à des maintenances prévues (comme à l'heure actuelle),
- mais également les indisponibilités liées à des congestions, avec leur probabilité d'occurrence.

Ce dernier point est important pour les expéditeurs qui ont besoin de visibilité avec des éléments quantitatifs sur la disponibilité des capacités qu'ils détiennent.

Evidemment, pour des horizons de prévisions annuels, il serait utopique d'avoir une précision journalière et des taux d'indisponibilité ferme, néanmoins une probabilité d'occurrence sur une période de temps bornée permet déjà de mieux intégrer le risque de congestion et donc potentiellement de réduction de capacités.

**Question n°28** : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver ?

**Question n°29** : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?

**Question 30** : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?

Direct Energie est favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages, de sorte à anticiper les possibilités de recours au « spread localisé ».

Concernant les mécanismes permettant d'éviter un risque de congestion lié à un niveau de stock bas en cours d'hiver, la CRE propose le séquençage suivant :

- suspendre la commercialisation du produit interruptible de manière préventive,
- recourir lorsque cela est possible, notamment les jours où le réseau n'est pas congestionné, à un spread localisé pour limiter le soutirage des stockages en aval du front de congestion,
- flow commitment à horizon un mois pour une durée d'un mois

Direct Energie est favorable aux outils retenus et à leur priorisation. A noter qu'en cas de recours au spread localisé en moyen terme, il est préférable que le GRT le fasse en J-1 pour J et ce pour maximiser les volumes.

**Question n°31** : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (flow commitment) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?

Comme la CRE, Direct Energie estime que ce dispositif peut avoir un coût très important pour une utilité qui reste à confirmer, les GRT estimant que dans le scénario de référence, il y aura suffisamment de gaz pour répondre aux appels de spreads localisés.

Le flow commitment doit donc être dimensionné

- comme la solution moyen-terme de dernier recours
- sur une période la plus courte possible pour ne pas mobiliser de coûts trop importants pour un risque incertain
- pour permettre d'envoyer un signal prix et un préavis compatible avec les contraintes technico-économiques d'acheminement d'une cargaison de LNG.

**En tout état de cause, ce mécanisme ne doit pas venir se substituer aux obligations pesant sur les expéditeurs en terme de continuité de fourniture.**

**Question n°32 :** Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?

**Question 33 :** Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?

Direct Energie est favorable à ce que les coûts soient supportés par le tarif :

- la mise en œuvre des dispositifs de résorption de congestion vient se substituer à des investissements en infrastructure qui auraient, en tout état de cause, été financés par le tarif ;
- il n'est pas possible de distinguer des catégories d'acteurs (consommateurs, souscripteurs de capacités de transit, de stockage) qui seraient précisément responsables des congestions, et qu'il conviendrait donc d'inciter de sorte à les réduire ;
- la CRE a fait le choix en électricité de faire supporter les surcoûts « marge » et « congestion » par le TURPE (5).

**Question n°34 :** Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?

Direct Energie est favorable à la mise en place du spread localisé dès cet hiver 2017-2018, y compris avec la participation des CCGTs, qui ont clairement un rôle à jouer (3 tranches en aval de la congestion SE et 7 tranches en amont, pour 800 MWh/ de flexibilité par tranche, soit environ 50 GWh/j de capacité journalière en aval et 170 GWh/j en amont).

**Question n°35 :** Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?

**Question 36 :** Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?

Sur le principe, Direct Energie est favorable à ce que GRTGaz utilise tous les instruments à sa disposition (stocks de sécurité, interventions marché sur des produits notionnels, locationnel ou spread localisé) et ce avec le maximum de souplesse et le moins de contrainte sur les prix.

Néanmoins, Direct Energie s'étonne que la CRE mentionne l'utilisation des interventions Equilibrage (Notionnel ou locationnel) pour des besoins de congestion lié à une sous-souscription des stockages en zone SE.

Pour rappel, lors de la congestion SE de l'hiver 2016-17, il n'y avait pas à proprement parler de problématiques d'équilibrage sur la zone TRS.

Il est donc extrêmement important que **le recours par GRT Gaz à des produits marchés (notionnel, locationnel ou spread localisé) soit bien identifié par besoin (Equilibrage ou Congestion) et qu'en conséquence :**

- les prix des écarts ne reflètent que les prix des interventions de GRT Gaz pour le besoin d'équilibrage et en aucun cas des prix de deals utilisés pour des besoins de congestion
- les charges et recettes de chaque besoin soient correctement imputées (dans le tarif ou le prix des écarts).

Afin de lever toute ambiguïté, Direct Energie tient également à alerter la CRE que le produit locationnal, comme son nom l'indique mal, est utilisé actuellement à des fins d'équilibrage, alors même que par nature il s'agit d'un produit qui permet de résorber une des pattes (amont ou aval) d'une congestion.

Direct Energie n'est pas opposé à ce qu'un tel produit soit utilisé pour résorber une congestion (même s'il entre en concurrence avec le spread localisé), mais il faut alors que les charges/recettes associées soient bien couvertes par le tarif (ou le compte de neutralité selon ce qui est décidé) et **qu'en aucun cas les prix d'intervention correspondants ne rentrent dans la composition du prix de règlements des écarts.**

En conclusion, Direct Energie est donc favorable à l'intégration des prix de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres uniquement si les produit localisés (locationnal ou spread localisés) sont bien utilisés à des fins d'équilibrages et en aucun cas à des fins de résorption de congestions.

<b>Question n°37</b> : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?
---

Direct Energie n'a pas d'avis sur cette question.